

Maître  
Maurice Lamey KAMANO  
Avocat à la Cour  
Rue KA-028/Kouléwandy  
MLK/N°580/CKRY/AM  
Objet: Déclaration de pourvoi  
en cassation

Conakry, le 06 Juillet 2012

A Monsieur le Greffier en chef  
de la Cour d'Appel de Conakry  
République de Guinée  
-----

DECLARATION DE POURVOI EN CASSATION

Monsieur le Greffier en chef,

- 1 L'Etat Guinéen, représenté par l'Agent Judiciaire de l'Etat, en ses bureaux sis à Boulbinet, Commune de Kalaou, Conakry.
- 2 Le Professeur Alpha CONDE, Président de la République de Guinée, chef de l'Etat, demeurant à Conakry, Commune de Kalaou, Palais de la Présidence de la République.
- 3 Les ayants droits de feu Bokary Oulien CAMARA, représentés par Monsieur Sékou CAMARA, Etudiant, domicilié au quartier Dabompa, Commune de Ratoma, Conakry, fils du défunt :
- 4 Les ayants-droits de feu Djoumeye SANGARE représentés par Madame Fatoumata KOUYATE, Veuve du défunt, domiciliée au quartier Lambandji, Commune de Ratoma, Conakry. PARTIES CIVILES


Ayant pour Avocats Maîtres Maurice Lamey KAMANO, Moriba KABA, Paul Yamba KOUROUMA, Joachin GBELIMOU, Mohamed Lamine DOUMBIA, Mary DOUMBOUYA, Togba Nicolas ZOMY, Aboubacar Sidiki CAMARA, Mohamed KOUYATE, Lanciné SYLLA, Faciné DEMBADOUNO, Bernard FEINDOUNO, Christophe KONE, Aboubacar WATTARA, Aboubacar CAMARA, Benjamin MILLIMONO, Mohamed SYLLA, Joseph Momory KAMANO, Fadé CAMARA, Téninké TOURE, Amara CHERIF

DECLARENT, par la présente, qu'ils se pourvoient formellement en cassation contre certaines dispositions de l'Arrêt N°15 en date du 02 Juillet 2012 rendu par la Chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Conakry dans la cause opposant le Ministère public, représenté par Monsieur le Procureur Général près ladite Cour d'Appel à Monsieur le Cdt Alpha Oumar Boffa DIALLO (AOB), dame Fatou Badier DIALLO et 44 autres, demeurant à Conakry, tous inculpés de faits d'association de malfaiteurs, d'assassinat, tentative d'assassinat, coups et blessures volontaires, destruction d'édifices privés et mobiliers, atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, détention et consommation de chanvre indien, vol et détention illégale d'armes de guerre, abstention délictueuse et complicité, désertion et infractions aux consignes, rébellion, faits prévus et punis au Code pénal et par certains textes de loi particuliers.

En effet, le présent pourvoi en cassation est précisément dirigé contre les dispositions de l'Arrêt sus visé relatives au non lieu partiel prononcé par ladite chambre d'Accusation de la Cour d'Appel de Conakry et contre toutes celles faisant griefs aux intérêts civils des Déclarants. Il en est de même des omissions de statuer sur certains chefs d'inculpation dont ledit Arrêt est entaché.

En temps utile, les Déclarants exposeront et déposeront à votre Greffe les moyens à l'appui de leur pourvoi en cassation, tirés notamment de la violation de la loi

Pour les Parties civiles

  
Maître Maurice Lamey KAMANO, Avocat,  
Agissant en son nom propre et en celui de ses  
Confrères, Co occupants sus nommés.

Me MAURICE LAMEY KAMANO  
AVOCAT BP 380 CONAKRY  
REP. DE GUINEE

Le Greffier en chef de la  
Cour d'Appel de Conakry (Signature)





REPUBLIQUE DE GUINEE  
Travail - Justice - Solidarité

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
COUR D'APPEL DE CONAKRY

LE PROCUREUR GÉNÉRAL PRÉS DE LA  
COUR D'APPEL DE CONAKRY

PARQUET GÉNÉRAL

N° 211 /PG/CA/12

**A**  
MONSIEUR LE GREFFIER EN CHEF DE LA  
COUR D'APPEL DE  
- CONAKRY -

Monsieur,

Je viens par la présente formuler un pourvoi contre l'arrêt n°15 du 02 juillet 2012, rendu par la chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Conakry dans l'affaire Ministère Public contre Commandant Alpha Oumar DIALLO AOB, Fatou Badiar DIALLO, Baba Alimou BARRY et autres poursuivis pour association de malfaiteurs, assassinat et tentative d'assassinat, coups et blessures volontaires, destruction d'édifices privés et mobiliers, atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, détention et consommation de chanvre indien, détention illégale d'armes de guerre, abstention délictueuse et complicité.

Dans l'attente, je vous prie d'agréer, l'expression de ma franche collaboration.

*Handwritten signature and stamp of the Procureur Général*

Conakry, le 06 Juillet 2012

**AVOCAT GÉNÉRAL**  
*Handwritten signature of William Fernandez*  
WILLIAM Fernandez